



# RAPPORT DE VOTE 2023

Ce rapport décrit la manière dont nous avons appliqué notre politique de vote et exercé nos droits de vote au nom de nos clients en 2023, y compris des statistiques détaillées sur les votes que nous avons exprimés.

1. Principes de gouvernance et de vote .....	2
2. Principale modification de notre politique de vote pour 2023 .....	2
3. Périmètre de vote pour 2023.....	3
4.Statistiques de vote pour 2023.....	4
4.1 Répartition géographique .....	4
4.2 Résultats des votes .....	4
4.3 Votes contre et abstentions, par type de résolutions.....	5
4.4 Résolutions d'actionnaires.....	6
5. Dialogue avec les émetteurs .....	10
5.1 Dialogue avec les émetteurs .....	10
5.2 Évaluation de nos dialogues .....	10
5.3 Campagne d'engagement sur la diversité au sein des conseils d'administration .....	10
5.4 Exemples d'engagement .....	11
5.5 Incitation des émetteurs à la transparence environnementale et sociale.....	15
6.6 Promouvoir de bonnes pratiques de gouvernance dans le monde .....	15
5.7. Focus sur les investissements solidaires .....	15
Annexe 1. Statistiques de la société de gestion BNPP AM Europe .....	17
Annexe 2 : Résolutions environnementales et sociales .....	18
Disclaimer.....	33

BNP Paribas Asset Management est la source de toutes les données du présent document à fin décembre sauf indication contraire. Les émetteurs mentionnés dans le présent rapport sont mentionnés à titre d'information uniquement et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'investissement.



**BNP PARIBAS**  
**ASSET MANAGEMENT**

The sustainable  
investor for a  
changing world

## 1. PRINCIPES DE GOUVERNANCE ET DE VOTE

BNP Paribas Asset Management (BNPP AM) est convaincu que la promotion des meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise est l'un de nos devoirs essentiels en tant qu'investisseur responsable. La gouvernance d'entreprise fait référence au système par lequel une société est dirigée et contrôlée. Il porte sur le fonctionnement du conseil d'administration, les mécanismes de surveillance et de contrôle, leurs interrelations et leurs relations avec les parties prenantes. Une bonne gouvernance d'entreprise crée le cadre qui garantit qu'une société est gérée dans l'intérêt à long terme des actionnaires. Par conséquent, BNPP AM attend de toutes les sociétés dans lesquelles nous investissons qu'elles respectent les normes de gouvernance d'entreprise les plus strictes.

Le vote aux assemblées générales annuelles est un élément clé de notre engagement continu auprès des sociétés dans lesquelles nous investissons pour le compte de nos clients et fait partie intégrante de notre processus d'investissement. Nous nous engageons à exercer<sup>1</sup> de manière cohérente les droits de vote associés aux actions détenues dans des organismes de placement collectif de valeurs mobilières (OPCVM), des fonds d'investissement alternatifs (FIA), des fonds d'investissement étrangers et des mandats d'investissement, lorsque le vote par procuration nous a été délégué.

Notre politique de gouvernance et de vote explique ce que nous attendons des sociétés ouvertes et la façon dont nous nous acquittons de nos responsabilités en matière de propriété. La politique décrit nos principaux principes de gouvernance et de vote, décrit notre processus de vote par procuration et établit des lignes directrices qui mettent en évidence, pour chaque élément du bulletin de vote, les pratiques exemplaires et les questions qui peuvent déclencher un vote « contre » ou « abstention ». Nous votons en fonction de la situation spécifique de chaque entreprise.

Ce document est disponible sur notre site web <https://www.bnpparibas-am.com/en/sustainability-documents/>. De plus, nous publions nos votes, par émetteur et par résolution, sur notre site web.<sup>2</sup>

## 2. PRINCIPALE MODIFICATION DE NOTRE POLITIQUE DE VOTE POUR 2023

Chaque année, nous révisons notre politique de gouvernance et de vote afin de l'adapter aux pratiques actuelles du marché et aux défis qui restent à relever dans les domaines de la gouvernance d'entreprise et de la responsabilité environnementale et sociale. Notre [Politique de gouvernance et de vote 2023](#) renforce nos attentes dans ces domaines, notamment en :

Relevant les seuils de diversité des genres pour les conseils d'administration afin d'atteindre :

- 35 % dans les pays matures, c'est-à-dire pour l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, avec des exceptions possibles dans les cas où la proportion de femmes est comprise entre 20 et 35 %.
- 20 % dans les pays émergents, c'est-à-dire pour tous les autres marchés avec des exceptions possibles dans les cas où la proportion de femmes est comprise entre 10 et 20 %.

Introduisant une attente en matière de diversité ethnique pour l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et l'Irlande par :

- Un vote contre les administrateurs sortants qui sont membres du comité de nomination si le conseil d'administration en cas de manque apparent de diversité raciale ou ethnique (selon la définition d'ISS) pour l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et l'Irlande.

<sup>1</sup> Prise en compte des aspects techniques et juridiques.

<sup>2</sup> Les détails de notre vote sont disponibles ici : <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MTc3MQ==/>

Introduisant une nouvelle règle d'opposition du conseil d'administration au sein des sociétés qui maintiennent deux catégories d'actions :

- Un vote contre les membres sortants du comité de nomination et/ou de gouvernance (ou le président du conseil d'administration en l'absence d'un tel comité) dans les sociétés ayant un système d'actions à deux catégories avec des droits de vote multiples (y compris les actions de préférence sans droits de vote attaché).
- Établissement d'une règle d'exception pour les nouvelles introductions en bourse en cas de clause de fin (sunset clause) dans les 5 ans suivant leur introduction en bourse.

### 3. PERIMETRE DE VOTE POUR 2023

Chaque année, nous suivons le nombre total des actions avec droit de vote que nous gérons et nous établissons la proportion des votes exercés durant l'année en application de notre politique de vote. Notre processus de sélection des actions pour lesquelles nous exerçons des droits de vote vise à concentrer nos efforts sur des positions largement détenues sur nos actifs sous gestion, et de participer aux assemblées des actionnaires de sociétés dans lesquelles nos placements collectifs détiennent une part importante du capital.

Notre périmètre de vote est constitué de sociétés dont les positions agrégées répondent à une des trois conditions suivantes:

- Représenter 90 % du total cumulé de nos positions en actions,
- Constituer 0,1 % ou plus de la capitalisation boursière de la société,
- Sur demande ad hoc.

En 2023, notre périmètre était plus large que celui des OPCVM<sup>3</sup> en incluant les mandats, représentant environ 68 milliards d'euros d'actifs sous gestion. Cela représente près de 52 %<sup>4</sup> des sociétés détenues par l'ensemble de nos OPC en incluant les mandats, qui représentent quant à eux 79% des bulletins de votes.<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> Organismes de placement collectif

<sup>4</sup> L'ensemble des droits de vote a représenté 1 931 assemblées générales votées sur 3 677 possibles en 2023

<sup>5</sup> 18 156 bulletins de vote ont voté, sur 22 927 bulletins votables

## 4. STATISTIQUES DE VOTE POUR 2023

### 4.1 REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Au cours de l'année 2023, nous avons voté lors de **1 931 assemblées générales**, principalement en Europe, reflétant la répartition géographique de nos actifs sous gestion.

#### Répartition géographique de nos votes

Année	Assemblées votées	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Autrui
2023	1,931	898	540	414	79
		47%	28%	21%	4%
2022	1,976	908	526	432	110
		46%	27%	22%	6%
2021	2,098	974	554	467	103
		46%	26%	22%	5%

### 4.2 RESULTATS DES VOTES

Sur un total de **1 931 assemblées générales** :

- Lors des 261 assemblées générales (**14 %**), nous avons soutenu l'ensemble des résolutions proposées (contre 16 % en 2022)
- Lors de 1 670 assemblées générales (**86 %**), nous avons voté contre ou nous sommes abstenus sur au moins une résolution (contre 84 % en 2022)

Sur les 25 998 résolutions votées, 25 115 résolutions ont été soumises par les sociétés et 873 par les actionnaires (résolutions d'actionnaires).

Parmi les résolutions soumises par les sociétés (c'est-à-dire à l'exclusion des propositions d'actionnaires) :

- Nous avons voté en faveur de 64 % des résolutions (15 932 résolutions)
- Nous nous sommes opposés à 36 % des résolutions (nous nous sommes abstenus sur 905 résolutions et avons voté contre 7 884 résolutions).

Au cours des trois dernières années, nous avons maintenu un taux d'opposition élevé. Cela s'explique par le fait que nous avons des attentes élevées dans tous les domaines, que nous examinons chaque point de chaque ordre du jour et que nous prenons nos propres décisions de vote – une pratique rare chez les grands gestionnaires d'actifs. Cette année, le pourcentage de votes contre les résolutions proposées par les sociétés était de 36%, soit 3 points de pourcentage de plus qu'en 2022 et 2021

Zone géographique	Total	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Autre
<b>Résolutions de la direction votées</b>	25115	14420	6317	3587	791
<b>A voté pour</b>	15932	10565	2885	2058	424
<b>A voté contre</b>	8278	3311	3396	1374	197
<b>Abstenus</b>	905	544	36	155	170
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2023</b>	<b>36%</b>	<b>27%</b>	<b>54%</b>	<b>43%</b>	<b>46%</b>
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2022</b>	33%	23%	52%	38%	53%
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2021</b>	33%	24%	50%	42%	45%

### 4.3 VOTES CONTRE ET ABSTENTIONS, PAR TYPE DE RESOLUTIONS

#### PROPOSITIONS DE GESTION

Le tableau ci-dessous présente les pourcentages de votes contre ou sur lesquels nous nous sommes abstenus, par catégorie.

	Total	Nomination des administrateurs	Rémunération des dirigeants	Opérations financières	Affaires courantes et autres <sup>6</sup>	Résolutions d'actionnaires
<b>Total des votes</b>	25988	12621	3924	2431	6139	873
<b>A voté pour</b>	16509	7343	1943	1459	5187	577
<b>A voté contre</b>	8476	4878	1695	842	863	198
<b>Abstenus</b>	1003	400	286	130	89	98
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2023</b>	<b>36%</b>	<b>42%</b>	<b>50%</b>	<b>40%</b>	<b>16%</b>	<b>34%</b>
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2022</b>	33%	36%	61%	38%	13%	28%
<b>Taux total d'opposition (abstention ou contre) - 2021</b>	33%	37%	60%	39%	12%	30%

Notre opposition portait principalement sur trois sujets clés (à l'exclusion des propositions d'actionnaires qui sont analysées ci-dessous) : la rémunération des dirigeants, les opérations financières et la nomination des administrateurs.

<sup>6</sup> Approbation des comptes, nomination et rémunération des commissaires aux comptes, fusions et acquisitions, mesures anti-OPA, etc.

#### REMUNERATION DES DIRIGEANTS (50 % DE L'OPPOSITION CONTRE 61 % EN 2022)

Notre opposition aux régimes de rémunération des dirigeants (p. ex., les options d'achat d'actions, les régimes d'actionnariat restreints, les indemnités de départ et les propositions de paiement consultatif sur la rémunération) s'inscrit dans les catégories générales suivantes :

- Un manque de transparence sur la politique de rémunération (volume, poids, nature des critères de performance, objectifs, etc.) ;
- Les pratiques de rémunération n'étaient pas conformes aux intérêts des parties prenantes, avec des montants excessifs ou disproportionnés par rapport à la performance de l'entreprise ;
- L'absence ou la faiblesse des critères de performance ESG, qui ne sont pas clairement liés à la stratégie de développement durable de l'entreprise ;
- Une approche de « rémunération pour l'échec » fondée sur des critères de performance insuffisamment exigeants ; et/ou
- La rémunération n'est pas orientée vers la récompense d'une bonne performance à long terme.

#### OPERATIONS FINANCIERES (40 % D'OPPOSITION CONTRE 38 % EN 2022)

Nous nous sommes opposés aux propositions de la direction relatives aux opérations financières, qui demandent généralement une augmentation de capital, pour les raisons suivantes :

- Le volume global a été jugé trop important (c'est-à-dire lorsque les autorisations dépassaient 50 % du capital social) ; ou
- Une autorisation de capital social a été proposée sans droit préférentiel de souscription et sans objectif précis (plus de 5 % du capital social ou 20 % avec un but précis) ce qui conduit à une dilution excessive pour les actionnaires actuels.

Nous avons également voté systématiquement contre tous les dispositifs anti-OPA.

#### ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (42 % D'OPPOSITION CONTRE 36 % EN 2022)

Nos votes contre les administrateurs individuels indiquent généralement que nous croyons qu'il y a une faiblesse de la gouvernance d'entreprise et un problème lié à l'équilibre des pouvoirs. La plupart des votes contre les administrateurs se répartissent dans les catégories suivantes :

- Un administrateur non indépendant dont l'indépendance globale du conseil d'administration est insuffisante ;
- Le non-respect de nos attentes en matière de mixité ;
- Les administrateurs dont l'assiduité est faible ou dont la durée du mandat est supérieure à quatre ans.

## 4.4 RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES

#### RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES VOTEES

Les résolutions d'actionnaires sur les questions ESG sont de plus en plus courantes. En 2023, 873 propositions d'actionnaires ont été proposées dans le monde ; Il s'agit d'une baisse par rapport à 990 en 2022, et d'une hausse par rapport à 826 en 2021 et 754 en 2020. Étant donné que ces résolutions sont proposées par des groupes d'actionnaires institutionnels qui s'engagent fermement à améliorer la performance de l'entreprise sur des questions particulières, ou par des parties prenantes telles que des ONG qui travaillent avec des investisseurs, elles sont généralement rejetées par la direction. Par conséquent, un vote en faveur de la proposition équivaut à un vote contre la recommandation de la direction.

Notre principe est de voter en faveur des propositions des actionnaires lorsqu'elles sont conformes aux intérêts à long terme

de la société et que l'action demandée est justifiée compte tenu des pratiques dominantes de la société. Toutefois, nous nous abstenons lorsque nous estimons que la proposition ne convient pas aux circonstances particulières de l'entreprise ou lorsque la demande est déjà satisfaite dans la pratique.

**Notre taux d'appui aux propositions d'actionnaires a diminué mais est resté assez élevé en 2023 : 66 % contre 72 % en 2022.**

Plus précisément, nous avons de nouveau démontré un très fort soutien aux propositions sociales (94 % en 2023 contre 99 % en 2022) et aux propositions liées au climat (85 % en 2023, contre 90 % en 2022).<sup>7</sup>

	Résolutions votées	A voté contre	Abstenus	A voté pour
<b>Propositions d'actionnaires (Global)</b>	873	198(23%)	98(11%)	577(66%)

#### DEPOT DE RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES

En 2023, nous avons poursuivi notre leadership concernant les résolutions d'actionnaires. Nous avons soumis dix propositions d'actionnaires : 8 propositions en Italie sur la gouvernance d'entreprise et deux propositions sur les Amériques sur des sujets environnementaux.

#### Italie : Résolutions avec Assogestioni :

**Objectifs :** Le mécanisme de scrutin de liste en Italie pour élire les administrateurs et commissaires aux comptes des sociétés italiennes cotées, sélectionnés et proposés par les actionnaires, y compris les investisseurs institutionnels. Assogestioni a proposé à la plupart des sociétés italiennes une liste d'administrateurs indépendants (par exemple 3 sièges habituellement) à élire, et il existe une autre liste proposée généralement par les premiers actionnaires : la plupart des votes ont eu lieu tous les 3 ans, et Assogestioni a utilisé un processus de sélection indépendant et de chasseurs de têtes pour choisir les candidats.

**Activité :** Nous avons déposé des résolutions d'actionnaires auprès des listes d'Assogestioni en Italie avec le système « Voto di lista ». Au total, nous avons participé au dépôt auprès de 8 sociétés pour élire des administrateurs indépendants : Autogrill ; Brunellocucinelli ; Fincobank ; Terna ; Poste Italiane ; Eni Spa ; Enel Spa et Mediobanca

**Résultat :** Les 8 sociétés ont fait élire des administrateurs sur la liste de l'Assogestioni, ce qui a permis de renforcer la gouvernance et le niveau d'indépendance de ces sociétés.

<sup>7</sup> Propositions sociales et climatiques basées sur la classification BNPP AM.

## États-Unis : Résolutions environnementales :

Bien que nous ayons observé un certain nombre de votes majoritaires sur des propositions d'actionnaires qui soulèvent des questions de durabilité au cours des dernières années, les votes majoritaires sont rares. Le but de la soumission d'une résolution n'est pas de gagner le vote, mais d'effectuer un changement dans les pratiques de l'entreprise. Les retraits négociés des propositions d'actionnaires peuvent être plus significatifs que des résultats de vote solides, car ils sont fondés sur le dialogue et un effort pour parvenir à une entente acceptable pour les deux parties. Parfois, il peut s'écouler des années avant qu'une entreprise ne soit prête à s'asseoir à la table et à négocier. Nous avons co-déposé deux résolutions cette année.

### Lobbying climatique aligné sur l'Accord de Paris : UPS

**Contexte :** Nous nous efforçons d'encourager les entreprises à aligner leurs activités de lobbying direct et indirect sur le climat avec les objectifs de l'Accord de Paris, et à produire un rapport annuel sur ces efforts, conformément au 'Global Standard on Responsible Climate Lobbying', que nous avons contribué à lancer.

**Activité :** En 2022, nous avons co-déposé une proposition d'actionnaire lors de l'assemblée générale annuelle de United Parcel Service (UPS) avec Mercy Investment Services, demandant à l'entreprise de publier son premier rapport sur le lobbying climatique. Cette résolution consultative a reçu un vote de 33 % lors de l'AG 2022 de la société. Comme les discussions avec la société ne semblaient pas progresser pendant le reste de l'année, nous avons soumis de nouveau la proposition durant la saison 2023. Nous avons eu d'autres discussions avec l'entreprise au début du mois de janvier, et le ton de la conversation a été beaucoup plus constructif, ce qui a conduit à un retrait négocié de la proposition.

**Résultat :** UPS a accepté de publier son premier rapport sur le lobbying climatique, au plus tard au deuxième trimestre 2024. En échange, nous avons retiré la résolution d'actionnaire et, en raison du calendrier, nous avons convenu de ne pas soumettre à nouveau la résolution pour 2024.

### Archer Daniels Midland (ADM): Éliminer la Conversion de la Végétation Indigène (CNV) des chaînes d'approvisionnement mondiales

**Contexte :** Les principaux biomes non forestiers, tels que le Cerrado brésilien, sont des écosystèmes essentiels qui abritent une biodiversité importante et fournissent des services écosystémiques essentiels, notamment l'apport en eau et la séquestration du carbone. Ces dernières années, le Cerrado, qui bénéficie d'une protection juridique moindre que l'Amazonie, a connu une importante reconversion pour l'agriculture. ADM est un négociant en produits de base d'importance systémique et, à notre avis, il a pris du retard par rapport à ses pairs dans son approche de la conversion de la végétation indigène (CNV).

**Objectif :** Notre objectif est de convaincre **Archer Daniels Midland (ADM)** d'élargir son engagement en matière de déforestation afin d'y inclure un engagement assorti d'un calendrier visant à éliminer la conversion de la végétation indigène (CNV) de ses chaînes d'approvisionnement mondiales. Notre demande est cohérente avec un message conjoint transmis à la COP27 par le Royaume-Uni et les États-Unis, soulignant l'importance cruciale des engagements en matière de CNV.

**Activité :** Au quatrième trimestre de 2022, nous avons soumis une proposition d'actionnaire à l'entreprise, dans le but d'obtenir un engagement vérifié de manière indépendante d'éliminer la CNV des chaînes d'approvisionnement d'ADM d'ici 2025. Nous avons finalement retiré cette proposition en échange d'un accord d'ADM pour publier - avec l'aide d'un ou de plusieurs tiers indépendants crédibles - un rapport évaluant la faisabilité de modifier l'engagement de non-déforestation d'ADM

pour ses chaînes d'approvisionnement sud-américaines les plus à risque (maïs et soja) afin qu'elles soient exemptes de CNV d'ici 2025. En outre, l'entreprise a accepté d'adopter un engagement assorti d'un échéancier au plus tard six mois après la publication du rapport, sur la base des résultats de l'évaluation de faisabilité. ADM a également accepté de consulter les investisseurs au cours de ce processus.

Au cours du quatrième trimestre, ADM a mis à jour sa [« Politique de protection des forêts, de la biodiversité et des communautés »](#). La politique définit l'Amazonie brésilienne, Cerrado et les biomes du Pantanal ainsi que le Chaco paraguayen et argentin comme zones « à haut risque » pour la conversion de la végétation indigène. La politique établit un 2025 date limite pour la conversion de la végétation indigène dans ces zones pour tous les fournisseurs, ce qui signifie que la conversion des terres au-delà de 2025 ne sera pas autorisée. La date de 2027 pour les fournisseurs indirects donne à l'entreprise le temps supplémentaire qu'elle estime nécessaire pour confirmer la conformité à sa politique.

Nous avons rencontré les dirigeants d'ADM pour discuter de leur étude de faisabilité et obtenir plus de détails sur ces nouveaux engagements. Bien que nous préférions fortement voir une date de conformité ou une date « cible » de 2025 pour les fournisseurs indirects d'ADM, nous apprécions la rigueur avec laquelle l'entreprise prévoit poursuivre la vérification que les fournisseurs indirects sont exempts de conversion et le fait que ces nouveaux engagements ont été pris plus tôt que prévu. De plus, lorsque les entreprises fixent des dates limites à l'avenir, il y a un risque qu'elles incitent à poursuivre la conversion jusqu'à cette date limite. Nous avons insisté auprès de l'entreprise sur l'importance cruciale de prendre toutes les mesures disponibles pour empêcher une augmentation de la conversion jusqu'à la date limite de 2025, ainsi que de travailler pour encourager la réhabilitation et la restauration des terres dégradées. Néanmoins, nous estimons que ces nouveaux engagements représentent un progrès important. Nous attendons avec impatience la publication du rapport de faisabilité d'ADM, qui a ouvert la voie à ces engagements importants.

**Résultat** : ADM a adopté de nouveaux engagements en réponse à notre proposition d'actionnaire et publiera bientôt l'étude de faisabilité qui a mené à l'adoption de ces engagements. Bien que nous ayons cherché à nous engager à éliminer la CNV des chaînes d'approvisionnement d'ADM d'ici 2025, et qu'ADM ne sera pas en mesure de garantir la conformité de ses fournisseurs indirects avant 2027, nous sommes satisfaits de la réactivité d'ADM et espérons que ces nouveaux engagements auront un impact systémique sur les biomes clés de l'Amérique latine.

## 5. DIALOGUE AVEC LES EMETTEURS

### 5.1 DIALOGUE AVEC LES EMETTEURS

Notre engagement avec les émetteurs a pour but d'améliorer la performance à long-terme de nos participations et d'encourager les meilleures pratiques de gouvernance, de responsabilité sociale et environnementale.

Durant la saison de vote, le processus de dialogue avec les sociétés peut être engagé sur notre propre demande ou sur demande des émetteurs et est concentré sur nos principales positions. L'objectif de ces engagements est de :

- Communiquer notre politique de vote pour préparer les futures assemblées générales afin que les sociétés établissent des résolutions conformes à notre politique de vote;
- Obtenir des informations supplémentaires sur les projets de résolutions; et
- De faire part de nos éventuelles réserves sur des résolutions contraires à notre politique de vote.

### 5.2 ÉVALUATION DE NOS DIALOGUES

Nous considérons qu'une mission liée au vote est réussie si la société retire la proposition à laquelle nous nous opposons, ou si nous modifions notre vote en faveur de la proposition après une modification de la résolution de l'émetteur, ou si nous obtenons des informations supplémentaires et/ou si la société accepte notre demande.

Au cours de la saison de vote 2023, nous avons eu 169 interactions avec 91 sociétés liées uniquement à des questions de vote, comparativement à 210 interactions avec 106 sociétés en 2022. Parmi ces engagements, 31 ont été couronnés de succès (34 %), lorsque notre engagement n'amène pas l'entreprise à apporter les changements que nous demandons et n'indique pas qu'elle les envisagera, nous faisons remonter nos préoccupations en votant contre certains points de l'ordre du jour, conformément à notre politique de vote.

En plus de ces engagements liés au vote, nous avons un programme d'engagement à long-terme avec les sociétés durant toute l'année, avec un focus sur les thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance. Nous en faisons le rapport chaque année dans notre rapport « Sustainability ».

### 5.3 CAMPAGNE D'ENGAGEMENT SUR LA DIVERSITE AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

L'une des attentes de notre politique de vote est que les conseils d'administration disposent d'une indépendance et d'une diversité de genres suffisantes. De nombreuses preuves montrent que les entreprises dont les conseils d'administration et/ou les équipes de direction sont plus diversifiées génèrent une création de valeur plus durable à long terme. Notre objectif est que 40 % de tous les membres du conseil d'administration soient des femmes d'ici 2025 sur tous les marchés. Nous avons défini nos attentes en matière de diversité des genres dans notre politique de vote pour 2023 : pour l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, nous attendions un minimum de 35 % de femmes dans les conseils d'administration, et en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique (hors Afrique du Sud), notre seuil était de 20 %. (Sous certaines conditions, nous avons pu soutenir les conseils d'administration dont le ratio est légèrement inférieur, par exemple, si l'entreprise a fait des progrès significatifs au cours des dernières années ou s'engage à atteindre nos seuils dans les deux ans.) En 2023, comme les années précédentes, pour atteindre notre objectif, nous avons identifié **38 sociétés** (13 en Europe, 11 en Amérique du Nord et 14 en Asie-Pacifique) détenues dans nos portefeuilles d'actions actives avec lesquelles nous souhaitons engager, car la diversité de leur conseil d'administration n'était pas conforme à nos attentes.

Résultat	Nombre	%	Détails
<b>Positif</b>	11	29%	L'entreprise a atteint son seuil de diversité des genres et, par conséquent, nous avons voté en faveur de l'élection du conseil d'administration si d'autres considérations ne s'appliquaient pas, conformément à notre politique de vote.
<b>Partiel</b>	8	21%	Nous avons pu appliquer nos exceptions conformément à notre politique de vote, mais l'entreprise n'a pas encore atteint notre seuil de mixité (les exceptions incluent l'amélioration relative, l'engagement d'atteindre 40% en 2025, etc.).
<b>Négatif</b>	19	50%	Nous nous sommes opposés à l'élection de tous les administrateurs masculins, en raison d'un manque d'amélioration de la diversité des genres (en plus d'autres raisons possibles, par exemple, le manque d'indépendance).

### **Exemple de vote lié à notre engagement en faveur de la mixité**

Vonovia SE : Nous avons engagé avec l'entreprise en mars 2023, car la représentation féminine au sein du conseil de surveillance s'élevait à 33 % depuis quelques années, alors que le seuil minimum de notre politique de vote pour l'Allemagne est désormais de 35 %. À ce titre, nous avons soulevé la crainte de ne plus être en mesure de soutenir les élections d'administrateurs masculins lors de l'AG de 2023 si le ratio de diversité de genre restait le même. La société s'est montrée réactive et a confirmé que les élections du conseil d'administration viseraient à atteindre un ratio hommes/femmes de 50 % lors de l'AG de 2023. Nous avons ainsi pu voter en faveur de la plupart des (ré)élections au conseil d'administration, qui ont toutes été adoptées par les actionnaires. Nous sommes satisfaits que le Conseil de surveillance de Vonovia SE ait désormais atteint la parité hommes-femmes.

## **5.4 EXEMPLES D'ENGAGEMENT**

### **Engagement lié au vote sur des questions environnementales et sociales**

#### **Étude de cas n° 1 : Mauvaises pratiques en matière de santé et de sécurité et gouvernance connexe chez Norfolk Southern Corporation**

**Contexte** : Le 3 février 2023, un train de Norfolk Southern transportant des matières dangereuses a déraillé dans l'Ohio, causant des dommages importants à la communauté locale et à l'environnement. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) et le ministère de la Justice (DoJ) ont déposé une plainte civile contre l'entreprise, alléguant une violation de la loi sur l'eau propre. Les membres de la communauté locale et les propriétaires d'entreprises, ainsi que l'État de l'Ohio, ont également intenté des poursuites. Selon la couverture médiatique, le taux d'accidents de l'entreprise a bondi de 80 % entre 2013 et 2022, avec 27 % d'accidents en plus, ce qui est nettement pire que la moyenne de l'industrie. De plus, l'entreprise a été accusée de réduire les effectifs, d'allonger les trains et de faire pression contre les mesures de sécurité pour créer de la valeur pour les actionnaires. Le National Transportation Safety Board enquête sur la culture de sécurité de l'entreprise. Après l'accident, le PDG s'est engagé à verser 6,5 millions de dollars américains pour aider les personnes touchées par le déversement de produits chimiques, mais a refusé de renoncer au plan de l'entreprise de dépenser 7,5 milliards de dollars américains en rachats d'actions.

**Vote** : Nous avons choisi de voter contre tous les membres du conseil d'administration pour signaler notre grave préoccupation quant au fait que les questions de sécurité ne semblent pas recevoir suffisamment d'attention. L'intention d'aller de l'avant avec le plan de rachat pendant cette catastrophe très médiatisée – un accident qui aurait pu être évité si les mesures de sécurité appropriées avaient été prises – soulignait la nécessité d'envoyer un signal fort à un conseil d'administration qui

ne semble pas faire passer nos intérêts en premier. Cependant, les investisseurs ont réélu à une écrasante majorité le conseil d'administration de Norfolk Southern.

**Engagement supplémentaire :** Nous continuons de surveiller la performance de l'entreprise et les poursuites judiciaires au cours de l'année 2024.

### Étude de cas n° 2 : Affaiblissement des engagements en matière de déforestation chez Procter & Gamble (P&G)

**Contexte :** En mai 2023, P&G a mis à jour sa politique sur les produits forestiers, supprimant ainsi son engagement à mettre fin à la « dégradation » des forêts, c'est-à-dire à des pratiques qui nuisent considérablement à la capacité d'une forêt à continuer à produire divers services écosystémiques, sans convertir la forêt à des utilisations non forestières (déforestation). L'engagement en matière de dégradation figurait dans la politique de P&G depuis 2021, à la suite d'un vote majoritaire sur une proposition d'actionnaires soumise par Green Century Asset Management.

**Activité :** Nous avons soumis des questions lors de la conférence téléphonique virtuelle ESG de P&G sur la suppression de la « dégradation » de la politique de l'entreprise et ses implications pour sa chaîne d'approvisionnement. L'entreprise a répondu que la dégradation avait été supprimée pour éviter toute confusion quant aux multiples définitions de la « dégradation », mais que rien n'avait changé dans la pratique. C'est la seule fois au cours de la séance d'information que cette question a été mentionnée et c'est peut-être la seule explication publique – ou reconnaissance – que l'entreprise a fournie pour le changement. À la suite de la séance d'information sur les facteurs ESG, nous avons eu deux appels avec les dirigeants de P&G pour discuter du changement de politique et mieux comprendre la surveillance exercée par P&G sur la récolte de pâte de la forêt boréale canadienne pour ses produits de papier tissu de qualité supérieure, y compris le papier hygiénique Charmin. Avant notre premier appel, nous avons soumis une longue série de questions, auxquelles P&G a fourni une réponse écrite partielle. Notre discussion a porté sur les systèmes de certification, la politique forestière canadienne, l'impact du règlement de l'UE sur la déforestation, la protection du caribou des bois, la protection des « paysages forestiers intacts » (IFL) et les efforts de P&G pour remplacer la fibre vierge par des alternatives plus durables.

**Vote :** Les membres de la famille fondatrice de P&G ont lancé une campagne « Votez non », demandant aux investisseurs de voter contre le PDG et certains administrateurs lors de la prochaine assemblée générale annuelle de la société, en raison du changement de politique de la société et des préoccupations selon lesquelles la société ne prenait pas suffisamment de mesures pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. En réponse, nous avons demandé un appel avec les administrateurs ciblés, mais notre demande a été refusée. Comme nous ne sommes toujours pas convaincus que P&G gère efficacement ce risque critique, nous avons choisi de voter contre tous les administrateurs en poste et nous écrivons à la société pour expliquer notre raisonnement.

**Engagement plus poussé :** Nous continuons d'évaluer les divulgations et les réponses de P&G à nos questions et nous travaillerons à l'élaboration d'une stratégie claire pour encourager l'amélioration de l'approche de l'entreprise en matière de déforestation.

## Engagement pour améliorer la gouvernance et éclairer nos votes.

### Étude de cas n° 1 : Tendances bienvenues des entreprises européennes à la séparation des rôles de directeur général et de président du conseil d'administration

**Contexte :** Nous entretenons un dialogue régulier avec les entreprises concernant la séparation des rôles de directeur général et de président, car nous pensons qu'il est dans l'intérêt des actionnaires que ces rôles soient séparés. L'une des fonctions les plus importantes du conseil d'administration est de superviser la direction, y compris le directeur général.

Lorsque le conseil d'administration est présidé par le directeur général, nous croyons que ce rôle essentiel peut être gravement entravé.

**Activité** : Nous avons fait part à plusieurs reprises à Air Liquide, Schneider Electric et Alstom ces dernières années de notre point de vue selon lequel ils devraient séparer les rôles de Président et Directeur Général, y compris au cours de l'année 2023.

**Résultats** : Nous sommes heureux que les trois entreprises aient séparé ces rôles en 2023. Cette décision permet à ces entreprises de s'aligner sur les bonnes pratiques de gouvernance ainsi que sur notre position et notre demande. Nous poursuivons l'engagement avec les entreprises afin de maintenir la répartition des rôles à long terme, en particulier pour les entreprises dont l'ancien PDG devient président.

### Étude de cas n° 2 : Stellantis améliore la structure de son package de rémunération

**Contexte** : Nous pensons que les plans de rémunération des dirigeants doivent être alignés sur la performance à long terme de l'entreprise, décourager la prise de risques non responsables, renforcer la loyauté des employés, prendre en compte leur impact sur les inégalités et favoriser une croissance inclusive. Comme nous estimions que les propositions de Say-on-Pay présentées par la direction de Stellantis lors de l'Assemblée Générale 2022 ne reflétaient pas ces principes, nous avons voté contre, comme l'ont fait de nombreux autres actionnaires. La proposition a été rejetée.

**Activité** : Nous avons poursuivi notre dialogue avec l'entreprise après l'AG de 2022 et en 2023 afin d'améliorer sa politique de rémunération. Nous avons eu trois réunions consacrées aux questions de rémunération en amont de l'AG 2023 avec les Relations Investisseurs, le Corporate Counsel et un membre du Comité Exécutif.

**Résultats** : Nous avons atteint certains de nos objectifs, mais pas tous. Conformément à nos demandes, la politique de rémunération révisée soumise à l'AG 2023 a supprimé le plan à long terme basé sur le temps et a prévu que les attributions d'actions soient entièrement basées sur la performance. L'octroi de 2023 ne permet plus l'acquisition pour une performance inférieure à la médiane. L'entreprise a également apporté plus de transparence ex-ante et ex-post sur les critères de performance et la prime exceptionnelle. La nouvelle politique de rémunération étant meilleure que la précédente, nous avons voté en sa faveur. Cependant, la société n'a pas modifié les primes exceptionnelles accordées et a distribué des primes de plans à long terme basées sur le temps en 2022. Nous n'avons donc pas voté en faveur des deux résolutions relatives aux rapports de rémunération. En améliorant sa politique de rémunération, le conseil d'administration aurait dû mieux inciter les dirigeants à obtenir de bons résultats en matière de développement durable et des résultats financiers. Nous continuerons à collaborer avec Stellantis sur d'autres aspects de ses pratiques de rémunération qui ne correspondent pas à nos attentes.

### Étude de cas n° 3 : Total Energies SA supprime les droits de vote double

**Contexte** : L'un des principes clés de la bonne gouvernance est le respect du principe « une action, une voix ». Cela garantit l'égalité de traitement de tous les actionnaires en alignant le contrôle par le biais des droits de vote sur l'intérêt économique et, par conséquent, le risque d'investissement. Nous avons depuis longtemps inscrit l'attente d'une action, une voix dans notre politique de vote et nous nous engageons auprès des entreprises lorsque ce n'est pas le cas.

**Activité** : L'objectif de cet engagement était de convaincre la société de supprimer la structure des droits de vote double dans ses statuts. (qui en pratique ne s'appliquaient qu'à un nombre limité d'investisseurs ayant des actions nominatives et non aux investisseurs institutionnels). Depuis plus de 10 ans, les membres des équipes de recherche Stewardship et ESG collaborent avec Total sur les questions de gouvernance d'entreprise. Nous avons régulièrement fait part de nos préoccupations quant à l'absence d'une structure « une action, une voix » (entre autres sujets liés à la gouvernance et au climat).

**Résultats :** Nous avons vivement salué la décision de la direction de Total Energies de proposer lors de l'Assemblée Générale 2023 de supprimer les droits de vote double en modifiant les statuts. Nous avons voté en faveur de l'amendement proposé, car nous estimons qu'il est positif pour l'intérêt des actionnaires. L'amendement a été approuvé par l'AG. L'engagement se poursuivra à l'avenir sur d'autres aspects de la gouvernance qui doivent être améliorés.

#### **Etude de cas 4 : Assurer une bonne rémunération de fin de mandat du CEO chez Société Générale SA**

**Contexte :** L'un des points clés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale 2023 a été l'annonce de la transition du Directeur Général à compter de mai 2023, avec la nomination de M. Kruppa en remplacement de M. Oudéa. Directeur général de la banque depuis 2008 et ayant dûment annoncé son départ lors de l'assemblée générale de 2022, M. Oudéa devait être considéré comme un « good leaver ».

**Activité :** Nous avons engagé avec le président du conseil d'administration à partir de janvier 2023 pour discuter de diverses questions de gouvernance d'entreprise. Une réunion de suivi a eu lieu en février pour discuter des conditions de rémunération et faire part de nos préoccupations concernant le plan de licenciement proposé par M. Oudéa, en particulier le fait que sa rémunération variable pour le temps passé en tant que PDG devrait être calculée au prorata. Nous avons également fait des propositions pour renforcer la structure de la prime ainsi que la pondération et la nature des mesures ESG.

**Résultat :** À la suite de nos échanges, le président du conseil d'administration a publié une lettre en mai indiquant que la société avait tenu compte de notre point de vue et qu'elle calculerait au prorata les plans d'intéressement à long terme du chef de la direction pour 2019, 2020 et 2021 en fonction du temps passé en poste. Il a également déclaré que M. Oudéa ne bénéficierait d'aucune prime à long terme pour 2022 et 2023. Par ailleurs, la société a décidé de modifier la structure de la prime afin d'augmenter la part liée aux critères financiers (de 60 % à 65 %) et d'augmenter la part des critères ESG dans le RILT (de 20 % à 33 %), en remplaçant le critère de performance des notations ESG par un objectif de performance plus opérationnel sur l'alignement climatique des portefeuilles de prêts, comme nous l'avions suggéré. Ces décisions nous ont permis de soutenir la politique de rémunération, qui a été approuvée à 78,7 % par les actionnaires.

#### **Étude de cas n° 5 : Améliorer les indicateurs ESG dans les packages de rémunération chez Danone SA**

**Contexte :** Afin de respecter les engagements stratégiques en matière de développement durable, il est essentiel que les entreprises intègrent des mesures appropriées dans leurs politiques de rémunération afin d'encourager et de récompenser leur réalisation.

**Activité :** Nous nous sommes entretenus avec Danone SA en amont de son assemblée générale pour discuter de certains points à l'ordre du jour. Nous étions particulièrement préoccupés par les critères ESG proposés pour le plan d'intéressement à long terme. L'entreprise a proposé de continuer à n'utiliser que ses scores sur les programmes du CDP sur le changement climatique, les eaux et les forêts. Nous avons réitéré notre point de vue, exprimé à maintes reprises auparavant, selon lequel cette approche ne correspond pas correctement aux objectifs et à la stratégie RSE de l'entreprise, ni à ses priorités. De plus, Danone étant depuis longtemps bien classé par le CDP, ces critères ne sont pas considérés comme exigeants. Nous avons exprimé notre point de vue selon lequel l'entreprise devrait remplacer les notations du CDP par des objectifs fixés en interne qui sont plus étroitement liés à ses objectifs de durabilité.

**Résultat :** L'entreprise a décidé de modifier sa politique de rémunération et ses critères de plan à long terme. Elle a accepté de remplacer les critères du CDP par trois indicateurs liés à la santé (avec un objectif de réduction du sucre dans les produits destinés aux enfants), au climat (réduction des émissions de GES sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, c'est-à-dire les scopes 1, 2 et 3) et au social (niveau d'engagement des collaborateurs vs un benchmark externe). Nous nous félicitons vivement de ce changement positif, conformément à notre demande.

## 5.5 INCITATION DES EMETTEURS A LA TRANSPARENCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Lorsque les entreprises ne répondent pas à nos attentes en matière d'environnement et sociales, telles qu'elles sont définies dans notre politique de vote, nous nous opposons aux résolutions de la société sur l'approbation des états financiers, le quitus du conseil d'administration ou la (ré)élection des administrateurs (en fonction du marché). **En 2023, nous nous sommes opposés à 1 521 résolutions dans 271 entreprises pour ces raisons** (71 % liées à nos attentes liées au climat, 17 % à notre politique RBC (politique de conduite responsable), 6 % à nos attentes en matière de biodiversité et 6 % à de faibles scores ESG), soit une augmentation substantielle par rapport à 2022 (1 391 résolutions dans 248 entreprises).

Thème ESG	Non. de résolutions	% du total <sup>8</sup>	Non. des réunions d'entreprises	% de réunions d'entreprises
Politique de conduite responsable des entreprises	264	17%	32	12%
Attentes liées au climat	1080	71%	200	74%
Attentes liées à la biodiversité	91	6%	27	10%
Faible score ESG	86	6%	12	4%
<b>Total</b>	<b>1,521</b>		<b>271</b>	

## 6.6 PROMOUVOIR DE BONNES PRATIQUES DE GOUVERNANCE DANS LE MONDE

Nous participons activement à de nombreuses initiatives et organisations pour promouvoir les meilleurs principes de gouvernance à travers le monde :

- Nous sommes engagés activement dans des réseaux d'investisseurs axés sur l'établissement des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise dans le monde. Au sein de l'International Corporate Governance Network (ICGN), le Global Head of Stewardship est membre du conseil d'administration ainsi que des comités « Human Capital » et « GNIA » (Global Network of Investor Associations). Nous participons également activement à une gamme de projets d'engagement des entreprises et de politiques publiques organisés par le PRI des Nations Unies, nous sommes un membre actif de Climate Action 100+ et un membre du conseil d'administration de la « Global Network Initiative ».
- En Europe, notre Global Head of Stewardship préside le Comité « Corporate Governance » de l'Association Française de la Gestion d'Actifs (AFG), est membre du « Oversight Committee » des Best Practice Principles (BPP) en France. Nous participons également au comité d'investissement d'Eumedion.
- Aux États-Unis, nous sommes membres de Ceres et du Council of Institutional Investors (CII).
- Dans la région Asie-Pacifique, nous sommes membre de l'Asian Corporate Governance Association (ACGA) et des groupes de travail de l'ACGA pour le Japon et la Chine.

## 5.7. FOCUS SUR LES INVESTISSEMENTS SOLIDAIRES

Au travers de ses fonds solidaires, principalement distribués dans le cadre de l'épargne salariale, BNP Paribas AM investit et soutient des structures à fort impact social en France. Fin 2023, nous avons soutenu 30 associations, entreprises et fonds de microfinance grâce à un investissement de 174 millions d'euros.

<sup>8</sup> La somme des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison d'erreurs d'arrondi.

[Lien vers la plaquette solidaire](#)<sup>9</sup>

Nous nous engageons à soutenir pleinement nos partenaires dans nos fonds de solidarité. Notre accompagnement comprend les actions suivantes :

- **Actionnaires actifs** : 19 de nos partenaires bénéficient d'un investissement en capital. En tant qu'actionnaires de ces partenaires, nous votons chaque année aux assemblées générales. En amont, les résolutions sont analysées et un échange avec l'entreprise est réalisé si nécessaire. De plus, nous sommes membres élus à 6 conseils de surveillance.
- **Suivi** : afin de maîtriser notre risque mais également d'apporter nos conseils aux entrepreneurs, nous réalisons un suivi annuel des partenaires, avec a minima une rencontre en personne avec la direction et une visite sur place tous les deux ans. Lors de cette revue, sont abordées à la fois les questions financières mais également les sujets de gouvernance et le suivi de l'impact social. En 2023, nous continuons de suivre et d'analyser de près l'impact de la crise sanitaire et économique sur nos structures partenaires et de leur apporter le meilleur soutien possible.
- **Reporting et transparence** : Nous publions une fois par an un rapport sur la performance sociale, qui comprend la performance des entreprises sociales par rapport à une liste d'indicateurs personnalisés ainsi qu'une liste complète des partenaires solidaires.

[Lien vers la brochure sur les ODD](#)

**Chiffres clés 2023**

- Assemblées générales soumises au vote : 19
- Dont par présence à distance ou physique : 6
- Membre du Conseil de Surveillance : 6

---

<sup>9</sup> La politique de vote de BNPP AM mentionnée ci-dessus ne s'applique pas aux investissements solidaires

# ANNEXE 1. STATISTIQUES DE LA SOCIETE DE GESTION BNPP AM EUROPE

## 1. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Au sein de la société de gestion BNPP AM Europe, nous avons voté à **820 assemblées générales**<sup>10</sup>, avec des votes principalement en Europe et en Amérique du Nord, représentant un peu plus de 90 % de nos votes possibles.

	Nombre de réunions votées	Répartition géographique
Europe	586	71%
Amérique du Nord	182	22%
APAC	49	6%
Autres	3	0%
<b>Total</b>	<b>820</b>	<b>100 %</b>

## 2. RESULTATS DES VOTES

Au sein du périmètre décrit ci-dessus, sur les 820 assemblées générales votées :

- Nous avons soutenu l'ensemble des résolutions proposées dans 98 assemblées générales; et
- Nous nous sommes abstenus ou avons voté contre à au moins une résolution dans 722 assemblées générales, soit 88 % des assemblées.

Parmi les 12 872 résolutions votées, 12 325 résolutions ont été proposées par les sociétés et 547 résolutions ont été proposées par les actionnaires :

- Nous avons soutenu 68% des résolutions ; et
- Nous avons voté contre les résolutions d'entreprises dans 32% des cas.

## 3. AUTRES POINTS

**Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « Politique de vote » :**

Nous n'avons pas identifié de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

**Les situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les FIA qu'elle gère :**

Nous n'avons pas rencontré de situation de conflit d'intérêt au cours de cet exercice.

<sup>10</sup> 820 assemblées générales votés sur 1 080 possibles.

## ANNEXE 2 : RESOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Nous considérons les propositions axées sur l'environnement et le social lors des assemblées générales comme des « votes significatifs ». Nous décrivons donc la justification de chacun de ces votes<sup>11</sup>, conformément à la Shareholder Rights Directive II. En tant qu'investisseur responsable, nous pensons que les questions ESG peuvent avoir un impact sur la valeur et la réputation des entités dans lesquelles nous investissons

### 1. RESOLUTIONS SOUMISES PAR LES ACTIONNAIRES

#### 1.1 RESOLUTIONS SOUTENUES PAR BNPP AM

##### RESOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES

En 2023, BNPP AM a voté sur 131 résolutions portant sur les considérations environnementales<sup>12</sup> et du changement climatique, dont 109 proposées par les actionnaires et 22 proposées par les entreprises. Parmi les propositions d'actionnaires, nous avons **soutenu les 93 résolutions suivantes (85 %)** :

##### TRANSITION ENERGETIQUE

##### LOBBYING CLIMATIQUE

Resolution approved

\* Resolution supported by management

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Toyota Motor Corp.	Japan	14-Jun-23	4	Amend Articles to Report on Corporate Climate Lobbying Aligned with Paris Agreement	15.1%

##### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions correspondent aux attentes des investisseurs à l'égard du lobbying sur le climat des entreprises, que nous avons élaborées conjointement en 2018. Il faut notamment veiller à ce que les efforts de lobbying directs et indirects soient en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

##### APPROUVER, ADOPTER OU RENDRE COMPTE DU PLAN DE TRANSITION (SAY-ON-CLIMATE VOTE) ET/OU SCÉNARIOS CONNEXES, ANALYSE DES IMPACTS

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Canadian Imperial Bank of Commerce	Canada	04-Apr-23	5	SP 2: Advisory Vote on Environmental Policies	16.8%
The Bank of Nova Scotia	Canada	04-Apr-23	4	SP 1: Advisory Vote on Environmental Policies	17.5%
Royal Bank of Canada	Canada	05-Apr-23	G	SP 7: Advisory Vote on Environmental Policies	18.8%
Santos Limited	Australia	06-Apr-23	6b	Approve Capital Protection	18.2%
Bank of Montreal	Canada	18-Apr-23	A	SP 1: Advisory Vote on Environmental Policies	16.1%

<sup>11</sup> Propositions environnementales et sociales basées sur la classification BNPP AM.

<sup>12</sup> D'après la classification BNPP AM.

The Toronto-Dominion Bank	Canada	20-Apr-23	6	SP 3: Advisory Vote on Environmental Policies	21.4%
National Bank of Canada	Canada	21-Apr-23	4	SP 1: Advisory Vote on Environmental Policies	19.8%
Woodside Energy Group Ltd.	Australia	28-Apr-23	6b	Approve Contingent Resolution - Capital Protection	N/A
General Electric Company	USA	03-May-23	8	Issue Audited Report on Impact of IEA Net-Zero Emissions by 2050 Scenario	9.9%
Berkshire Hathaway Inc.	USA	06-May-23	5	Report on Audit Committee's Oversight on Climate Risks and Disclosures	17.9%
iA Financial Corporation Inc.	Canada	10-May-23	6	SP 3: Advisory Vote on Environmental Policies	22.5%
Cheniere Energy, Inc.	USA	11-May-23	5	Report on Stranded Carbon Asset Risk	N/A
BlackRock, Inc.	USA	24-May-23	6	Report on Ability to Engineer Decarbonization in the Real Economy	9.5%
Chevron Corporation	USA	31-May-23	9	Report on Social Impact From Plant Closure or Energy Transition	18.6%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	16	Report on Social Impact From Plant Closure or Energy Transition	16.6%
Netflix, Inc.	USA	01-Jun-23	7	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	8.4%
Mitsubishi Corp.	Japan	23-Jun-23	5	Amend Articles to Disclose Greenhouse Gas Emission Reduction Targets Aligned with Goals of Paris Agreement	19.8%
Mitsubishi Corp.	Japan	23-Jun-23	6	Amend Articles to Disclose Evaluation concerning Consistency between Capital Expenditures and Net Zero Greenhouse Gas Emissions by 2050 Commitment	12.4%
National Australia Bank Limited	Australia	15-Dec-23	5b	Approve Transition Plan Assessments	N/A

### **Rationnel BNPP AM:**

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions sont alignées avec notre attente qu'une entreprise émettant beaucoup de GES élabore et soumette à un vote le plan et/ou le rapport de transition faisant état de ses progrès dans la mise en œuvre de ses engagements, et fournisse suffisamment de détails sur les scénarios et les hypothèses utilisés ainsi que sur l'analyse de ses impacts sur le changement climatique. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

### **FINANCEMENT DES ENERGIES FOSSILES / ALIGNÉS SUR L'ACCORD DE PARIS, ALIGNEMENT DES CAPITAUX / RISQUE DES ACTIFS DEPRECIÉS**

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Swedbank AB	Sweden	30-Mar-23	26	Stop Financing Fossil Companies That Expand Extraction and Lack Robust Fossil Phase-Out Plans in Line with 1.5 Degrees	N/A
Skandinaviska Enskilda Banken AB	Sweden	04-Apr-23	24	Stop Financing Fossil Companies that Expand Extraction and Lack Robust Fossil Phase-Out Plans in Line with 1.5 Degrees	N/A
Bank of America Corporation	USA	25-Apr-23	10	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	7.0%
Citigroup Inc.	USA	25-Apr-23	9	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	9.9%
The Goldman Sachs Group, Inc.	USA	26-Apr-23	9	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	6.8%
JPMorgan Chase & Co.	USA	16-May-23	6	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	8.1%
The Hartford Financial Services Group, Inc.	USA	17-May-23	4	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	8.7%
Morgan Stanley	USA	19-May-23	6	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development	4.8%

The Travelers Companies, Inc.	USA	24-May-23	7	Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting for New Fossil Fuel Exploration and Development	8.7%
Mizuho Financial Group, Inc.	Japan	23-Jun-23	2	Amend Articles to Disclose Transition Plan to Align Lending and Investment Portfolios with Goals of Paris Agreement	19.0%
Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc.	Japan	29-Jun-23	3	Amend Articles to Disclose Transition Plan to Align Lending and Investment Portfolios with Goals of Paris Agreement	17.3%
Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.	Japan	29-Jun-23	3	Amend Articles to Disclose Transition Plan to Align Lending and Investment Portfolios with Goals of Paris Agreement	20.7%

### **Rationnel BNPP AM :**

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. La résolution est demandée car l'entreprise a des émissions de GES significatives, pour aligner ses dépenses de financement et d'immobilisations avec les objectifs de l'Accord de Paris, et s'attaque à tout risque lié aux actifs dépréciés ou à la mise hors service d'actifs à base de combustibles fossiles. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

### **DIVULGATION DES ÉMISSIONS DE GES OU DEFINITION DES OBJECTIFS-CIBLES**

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Metro Inc.	Canada	24-Jan-23	5	SP 1: Adopt Near and Long-Term Science-Based Greenhouse Gas Emissions Reduction Targets	28.5%
The Bank of Nova Scotia	Canada	04-Apr-23	5	SP 2: Report on Client Net-Zero Transition Plans in Relation to Bank's 2030 Emissions Reduction and Net-Zero Goals	25.0%
Royal Bank of Canada	Canada	05-Apr-23	D	SP 4: Report on 2030 Absolute Greenhouse Gas Reduction Goals	17.2%
The Toronto-Dominion Bank	Canada	20-Apr-23	9	SP 6: Disclose Transition Plan Towards 2030 Emission Reduction Goals	23.5%
CenterPoint Energy, Inc.	USA	21-Apr-23	5	Disclose Scope 3 Emissions and Setting Scope 3 Emission Targets	18.2%
Bank of America Corporation	USA	25-Apr-23	8	Disclose 2030 Absolute GHG Reduction Targets Associated with Lending and Underwriting	11.5%
Bank of America Corporation	USA	25-Apr-23	9	Report on Climate Transition Plan Describing Efforts to Align Financing Activities with GHG Targets	28.5%
The Goldman Sachs Group, Inc.	USA	26-Apr-23	10	Disclose 2030 Absolute GHG Reduction Targets Associated with Lending and Underwriting	12.5%
The Goldman Sachs Group, Inc.	USA	26-Apr-23	11	Report on Climate Transition Plan Describing Efforts to Align Financing Activities with GHG Targets	29.7%
BP Plc	United Kingdom	27-Apr-23	25	Approve Shareholder Resolution on Climate Change Targets	16.7%
Public Storage	USA	02-May-23	5	Report on GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	34.7%
Enbridge Inc.	Canada	03-May-23	6	SP 2: Disclose the Company's Scope 3 Emissions	24.4%
United Parcel Service, Inc.	USA	04-May-23	6	Adopt Independently Verified Science-Based Greenhouse Gas Emissions Reduction Targets in Line with the Paris Climate Agreement	19.8%
Berkshire Hathaway Inc.	USA	06-May-23	6	Report If and How Company Will Measure, Disclose and Reduce GHG Emissions	22.7%
Valero Energy Corporation	USA	09-May-23	5	Report on Climate Transition Plan and GHG Emissions Reduction Targets	31.8%
Martin Marietta Materials, Inc.	USA	11-May-23	5	Adopt GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	32.8%
Westlake Corporation	USA	11-May-23	7	Strengthen 2030 GHG Reduction Targets and Adopt Long-Term Targets Aligned with Net Zero	11.6%
JPMorgan Chase & Co.	USA	16-May-23	9	Report on Climate Transition Plan Describing Efforts to Align Financing Activities with GHG Targets	34.8%
JPMorgan Chase & Co.	USA	16-May-23	12	Disclose 2030 Absolute GHG Reduction Targets Associated with Lending and Underwriting	12.4%
Chubb Limited	Switzerland	17-May-23	14	Report on GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	28.9%
Quest Diagnostics Incorporated	USA	17-May-23	6	Adopt GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	47.7%

Shell Plc	United Kingdom	23-May-23	26	Request Shell to Align its Existing 2030 Reduction Target Covering the Greenhouse Gas (GHG) Emissions of the Use of its Energy Products (Scope 3) with the Goal of the Paris Climate Agreement	20.2%
Targa Resources Corp.	USA	23-May-23	5	Report on Efforts to Reduce Methane Emission Venting and Flaring in Supply Chain	40.5%
The Travelers Companies, Inc.	USA	24-May-23	6	Report on Efforts to Measure, Disclose and Reduce GHG Emissions Associated with Underwriting	14.5%
The Mosaic Company	USA	25-May-23	7	Report on Efforts to Reduce GHG Emissions in Alignment with Paris Agreement Goal	29.8%
TotalEnergies SE	France	26-May-23	A	Align Targets for Indirect Scope 3 Emissions with the Paris Climate Agreement (Advisory)	30.4%
Chevron Corporation	USA	31-May-23	6	Adopt Medium-Term Scope 3 GHG Reduction Target	9.6%
Chevron Corporation	USA	31-May-23	7	Recalculate GHG Emissions Baseline to Exclude Emissions from Material Divestitures	18.3%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	8	Report on Methane Emission Disclosure Reliability	36.4%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	9	Adopt Medium-Term Scope 3 GHG Reduction Target	10.5%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	11	Recalculate GHG Emissions Baseline to Exclude Emissions from Material Divestitures	18.4%
Comcast Corporation	USA	07-Jun-23	9	Report on GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	9.8%
Dollarama Inc.	Canada	07-Jun-23	6	SP 3: Adopt Net Zero Targets in Alignment with the Paris Agreement	25.9%
CoStar Group, Inc.	USA	08-Jun-23	5	Adopt GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	27.5%
Constellation Brands, Inc.	USA	18-Jul-23	5	Disclose GHG Emissions Reductions Targets	31.0%
Darden Restaurants, Inc.	USA	20-Sep-23	5	Adopt GHG Emissions Reduction Targets Aligned with the Paris Agreement Goal	23.5%
Cintas Corporation	USA	24-Oct-23	6	Adopt Near and Long-Term Science-Based GHG Emissions Reduction Targets Aligned with Paris Agreement Goal	24.3%

### **Rationnel BNPP AM :**

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions engagent les entreprises à établir des cibles de réduction des émissions de GES conformes aux objectifs de l'Accord de Paris. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons de ces éléments car ils nous permettent de mieux évaluer la réduction des émissions de la société conformément à l'Accord de Paris, sa performance ESG, et de prendre des décisions d'investissement adaptées.

### **RISQUE D'EXPOSITION PHYSIQUE**

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Berkshire Hathaway Inc.	USA	06-May-23	4	Report on Physical and Transitional Climate-Related Risks and Opportunities	26.6%

### **Rationnel BNPP AM :**

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de changement climatique. Les renseignements et les mesures demandées engagent les entreprises à mesurer et à traiter les risques physiques générés par le changement climatique. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons de ces éléments car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG et climatique de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

## TRANSITION JUSTE

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
BorgWarner Inc.	USA	26-Apr-23	7	Report on Just Transition	32.0%
Marathon Petroleum Corporation	USA	26-Apr-23	9	Report on Just Transition	16.0%
United Parcel Service, Inc.	USA	04-May-23	8	Report on Just Transition	23.6%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	10	Report on Impact of Climate Change Strategy Consistent With Just Transition Guidelines	27.0%
FedEx Corporation	USA	21-Sep-23	6	Report on Just Transition	29.7%

### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui s'alignent sur nos engagements et nos attentes vis-à-vis des entreprises en matière d'égalité et de lutte contre le changement climatique. Les informations/actions demandées correspondent à nos engagements et à nos attentes vis-à-vis des entreprises en matière de « transition juste ». Nous et d'autres investisseurs bénéficierons des informations/actions demandées, car elles nous permettront de mieux évaluer la performance ESG de l'entreprise et de prendre des décisions d'investissement adaptées.

## AUTRES – CHANGEMENT CLIMATIQUE

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
ENGIE SA	France	26-Apr-23	B	Amend Articles 21 and 24 of Bylaws Re: Climate Strategy	24.4%
Marathon Petroleum Corporation	USA	26-Apr-23	10	Report on Asset Retirement Obligation	22.6%
H&M Hennes & Mauritz AB	Sweden	04-May-23	17	Request Board to Initiate Plan for Launching Clothing with Fairtrade Label	N/A
Equinor ASA	Norway	10-May-23	9	Identify and Manage Climate-Related Risks and Possibilities, and Integrate Them into Company's Strategy	3.6%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	12	Report on Asset Retirement Obligations Under IEA NZE Scenario	16.0%

### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. L'information ou les mesures demandées sont conformes à nos attentes en ce qui concerne les impacts et la gestion des risques liés au climat. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG et climatique de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

## ECOSYSTEMES SAINS

### PLASTIQUE

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Dow Inc.	USA	13-Apr-23	5	Commission Audited Report on Reduced Plastics Demand	30.2%
Phillips 66	USA	10-May-23	5	Publish Audited Report on Impacts of a Significant Reduction in Virgin Plastic Demand	11.6%
Westlake Corporation	USA	11-May-23	8	Report on Reducing Plastic Pollution of the Oceans	9.5%
Yum! Brands, Inc.	USA	18-May-23	5	Report on Efforts to Reduce Plastic Use	36.4%
Restaurant Brands International Inc.	Canada	23-May-23	8	Report on Efforts to Reduce Plastic Use	36.8%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	22	Report on Efforts to Reduce Plastic Use	31.8%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	13	Commission Audited Report on Reduced Plastics Demand	25.3%
The Kroger Co.	USA	22-Jun-23	7	Report on Efforts to Reduce Plastic Use	31.8%
Constellation Brands, Inc.	USA	18-Jul-23	6	Report on Support for a Circular Economy for Packaging	25.1%

#### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. BNPP AM s'engage de longue date à réduire la pollution plastique, ayant rejoint le « New Plastics Economy Global Commitment », la déclaration EPR pour la responsabilité élargie des producteurs en matière d'emballage, et la coalition appelant à un Traité mondial sur la pollution plastique. La pollution par le plastique est un problème mondial qui a d'importantes répercussions négatives sur notre environnement, notre société et notre économie. Soutenir cette demande de transparence sur la pollution plastique et challenger la façon dont les entreprises entendent respecter leurs engagements en matière de durabilité, tout en continuant par exemple à distribuer des sacs en plastique à usage unique, est considéré comme une contribution positive à la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, tout en générant des impacts sociaux et économiques positifs. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

## EAU

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
The Kraft Heinz Company	USA	04-May-23	5	Report on Supply Chain Water Risk Exposure	7.8%

#### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Une divulgation supplémentaire sur la façon dont la société gère la protection des ressources en eau et la qualité de l'eau permettrait aux actionnaires d'évaluer comment la société gère les risques associés. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

## IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA COMMUNAUTÉ

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Honeywell International Inc.	USA	19-May-23	6	Issue Environmental Justice Report	12.8%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	10	Issue a Report on Worst-Case Impacts of Oil Spills from Operations Offshore of Guyana	13.3%
General Motors Company	USA	20-Jun-23	7	Report on Setting Sustainable Sourcing Targets	14.3%

#### Rationnel BNPP AM :

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Cette résolution garantirait les engagements de l'entreprise en ce qui concerne la protection des sites sacrés et la conduite d'activités d'exploration dans les zones autorisées, ainsi que la conformité de l'entreprise aux lois en vigueur. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

## PROPOSITIONS SOCIALES

### ÉGALITÉ ET CROISSANCE INCLUSIVE

En 2023, BNPP AM a voté 113 propositions sociales, toutes proposées par les actionnaires. Parmi celles-ci, nous avons **soutenu les 106 propositions suivantes (94 %)**. Dans cette section, nous fournissons un commentaire sur notre rationnel pour les soutenir. Dans une section ultérieure, nous expliquons pourquoi nous nous sommes abstenus ou avons voté contre les autres.

### GENRE, ÉGALITÉ ET QUESTIONS DE TRAVAIL

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
CGI Inc.	Canada	01-Feb-23	6	Report on Racial Disparities and Equity Issues	15.9%
A. O. Smith Corporation	USA	11-Apr-23	5	Report on Whether Company Policies Reinforce Racism in Company Culture	9.0%
Adobe Inc.	USA	20-Apr-23	6	Report on Hiring of Persons with Arrest or Incarceration Records	17.0%
International Business Machines Corporation	USA	25-Apr-23	8	Report on Efforts to Prevent Harassment and Discrimination in the Workplace	33.1%
Eli Lilly and Company	USA	01-May-23	12	Report on Effectiveness of Diversity, Equity and Inclusion Efforts and Metrics	27.1%
Expeditors International of Washington, Inc.	USA	02-May-23	6	Report on Effectiveness of Diversity Equity and Inclusion Efforts and Metrics	57.3%
Capital One Financial Corporation	USA	04-May-23	9	Disclose Board Skills and Diversity Matrix	44.1%
H&M Hennes & Mauritz AB	Sweden	04-May-23	18	Request Company to Negotiate with Unions and Suppliers to Establish and Manage (i) Wage Assurance Account, (ii) Severance Claims Account, and (iii) Administration and Enforcement Account	N/A
United Parcel Service, Inc.	USA	04-May-23	11	Report on Effectiveness of Diversity, Equity, and Inclusion Efforts	24.5%
Berkshire Hathaway Inc.	USA	06-May-23	7	Report on Effectiveness of Diversity, Equity, and Inclusion Efforts	20.8%
Danaher Corporation	USA	09-May-23	6	Report on Effectiveness of Diversity, Equity, and Inclusion Efforts	15.9%
Las Vegas Sands Corp.	USA	11-May-23	5	Disclose Board Skills and Diversity Matrix	18.4%
NextEra Energy, Inc.	USA	18-May-23	5	Disclose Board Skills and Diversity Matrix	48.9%
IDEX Corporation	USA	25-May-23	5	Report on Hiring of Persons with Arrest or Incarceration Records	18.2%
Pinterest, Inc.	USA	25-May-23	4	Report on Prevention of Workplace Harassment and Discrimination	5.5%
Digital Realty Trust, Inc.	USA	08-Jun-23	5	Report on Risks Associated with Use of Concealment Clauses	N/A
Digital Realty Trust, Inc.	USA	08-Jun-23	6	Report on Whether Company Policies Reinforce Racism in Company Culture	12.8%
Block, Inc.	USA	13-Jun-23	4	Report on Effectiveness of Diversity, Equity, and Inclusion Efforts	14.8%
Caesars Entertainment, Inc.	USA	13-Jun-23	6	Disclose Board Skills and Diversity Matrix	19.0%
Etsy, Inc.	USA	14-Jun-23	5	Commission Independent Review of Effectiveness of Efforts to Prevent Harassment and Discrimination	11.0%
Cintas Corporation	USA	24-Oct-23	5	Report on Effectiveness of Diversity, Equity, and Inclusion Efforts	27.7%

**Rationnel BNPP AM :**

BNPP AM s'engage en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion. BNPP AM utilise sa politique de vote par procuration et vote pour améliorer l'égalité, à travers l'égalité salariale, la promotion professionnelle, la formation, le développement des compétences et d'autres questions. Il soutient également les efforts visant à promouvoir la diversité des rôles professionnels et à améliorer la représentation des femmes au sein des conseils d'administration, afin de parvenir à une gouvernance partagée. BNPP AM s'engage également à respecter les droits humains dans la chaîne d'approvisionnement et les droits des communautés locales et des peuples autochtones. Nous et d'autres investisseurs bénéficierons des informations/actions demandées, car elles nous permettront de mieux évaluer la performance ESG de l'entreprise et de prendre des décisions d'investissement adaptées.

**LES DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ET PARMIS LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES PEUPLES AUTOCHTONES**

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Metro Inc.	Canada	24-Jan-23	6	SP 2: Report on Actual and Potential Human Rights Impacts on Migrant Workers	28.6%
Carlsberg A/S	Denmark	13-Mar-23	5.D	Report on Efforts and Risks Related to Human Rights	2.78%
Starbucks Corporation	USA	23-Mar-23	8	Commission Third Party Assessment on Company's Commitment to Freedom of Association and Collective Bargaining Rights	52.0%
A.P. Moller-Maersk A/S	Denmark	28-Mar-23	10.6	Report on Efforts and Risks Related to Human Rights	N/A
A.P. Moller-Maersk A/S	Denmark	28-Mar-23	10.9	Revoke Section 10 of the Danish International Shipping Registry Act in order to Comply with the ILO Core Conventions	N/A
Royal Bank of Canada	Canada	05-Apr-23	B	Revise the Bank's Human Rights Position Statement	26.7%
Royal Bank of Canada	Canada	05-Apr-23	C	Publish a Third-Party Racial Equity Audit	42.2%
Bank of Montreal	Canada	18-Apr-23	C	Publish a Third-Party Racial Equity Audit	37.2%
The Toronto-Dominion Bank	Canada	20-Apr-23	4	Disclose Assessment on Human Rights Risk in Connection with Clients Owning Canadian Multi-Family Rental REITs in Canada	16.9%
Bank of America Corporation	USA	25-Apr-23	11	Commission Third Party Racial Equity Audit	15.2%
Citigroup Inc.	USA	25-Apr-23	8	Report on Respecting Indigenous Peoples' Rights	31.1%
The Coca-Cola Company	USA	25-Apr-23	5	Report on Third-Party Civil Rights Audit	16.5%
The Goldman Sachs Group, Inc.	USA	26-Apr-23	8	Oversee and Report a Racial Equity Audit	11.5%
Equifax Inc.	USA	04-May-23	6	Oversee and Report a Racial Equity Audit	30.8%
Gildan Activewear Inc.	Canada	04-May-23	7	Review Human Capital Management KPIs and SPTs Addressing Human Rights in its Supply Chain, and Improving Employee Safety and Reducing Workplace Risks and Include One Such KPI/SPT in its Next Sustainability Linked Credit Facility in 2027	11.1%
Valero Energy Corporation	USA	09-May-23	6	Oversee and Report a Racial Equity Audit	11.7%
American Water Works Company, Inc.	USA	10-May-23	5	Oversee and Report a Racial Equity Audit	39.1%
The Hershey Company	USA	16-May-23	5	Report on Human Rights Impacts of Living Wage & Income Position Statement	3.6%
Chubb Limited	Switzerland	17-May-23	15	Report on Human Rights Risk Assessment	16.5%
Mondelez International, Inc.	USA	17-May-23	7	Report on Targets to Eradicate Child Labor in Cocoa Supply Chain	19.9%
AT&T Inc.	USA	18-May-23	6	Commission Third Party Racial Equity Audit	21.5%
CVS Health Corporation	USA	18-May-23	8	Commission Third Party Assessment on Company's Commitment to Freedom of Association and Collective Bargaining Rights	25.9%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	7	Report on Customer Due Diligence	33.9%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	16	Commission Third Party Assessment on Company's Commitment to Freedom of Association and Collective Bargaining	34.6%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	23	Commission Third Party Study and Report on Risks Associated with Use of Rekognition	37.2%
The Travelers Companies, Inc.	USA	24-May-23	8	Oversee and Report on a Third-Party Racial Equity Audit	34.9%

Chipotle Mexican Grill, Inc.	USA	25-May-23	6	Adopt Policy to Not Interfere with Freedom of Association Rights	33.1%
Mohawk Industries, Inc.	USA	25-May-23	5	Oversee and Report a Racial Equity Audit	20.7%
Chevron Corporation	USA	31-May-23	10	Oversee and Report a Racial Equity Audit	9.8%
Meta Platforms, Inc.	USA	31-May-23	5	Report on Human Rights Impact Assessment of Targeted Advertising	17.0%
Walmart Inc.	USA	31-May-23	6	Report on Human Rights Due Diligence	5.7%
Walmart Inc.	USA	31-May-23	7	Commission Third Party Racial Equity Audit	18.1%
Netflix, Inc.	USA	01-Jun-23	8	Adopt and Disclose a Freedom of Association and Collective Bargaining Policy	35.1%
Alphabet Inc.	USA	02-Jun-23	10	Report on Risks of Doing Business in Countries with Significant Human Rights Concerns	13.0%
Alphabet Inc.	USA	02-Jun-23	11	Publish Independent Human Rights Impact Assessment of Targeted Advertising Technology	17.8%
UnitedHealth Group Incorporated	USA	05-Jun-23	5	Report on Third-Party Racial Equity Audit	20.2%
The TJX Companies, Inc.	USA	06-Jun-23	5	Report on Third-Party Assessment of Human Rights Due Diligence in Supply Chain	25.7%
The TJX Companies, Inc.	USA	06-Jun-23	6	Report on Risk from Supplier Misclassification of Supplier's Employees	31.8%
Comcast Corporation	USA	07-Jun-23	7	Oversee and Report on a Racial Equity Audit	10.8%
Dollarama Inc.	Canada	07-Jun-23	4	Report on Emissions and Gender Target and its Overall Significance on the Company's ESG Strategy	18.6%
Delta Air Lines, Inc.	USA	15-Jun-23	6	Adopt and Disclose a Freedom of Association and Collective Bargaining Policy	32.4%
Activision Blizzard, Inc.	USA	21-Jun-23	6	Adopt Policy on Freedom of Association and Collective Bargaining	33.9%
Rivian Automotive, Inc.	USA	21-Jun-23	4	Adopt a Comprehensive Human Rights Policy	13.0%
NIKE, Inc.	USA	12-Sep-23	6	Report on Effectiveness of Supply Chain Management on Equity Goals and Human Rights Commitments	12.0%

### **Rationnel BNPP AM :**

BNPP AM s'est engagée à respecter et promouvoir les droits de l'Homme. Nous prenons en compte l'impact potentiel sur les droits de l'homme des activités menées par les entreprises dans lesquelles nous investissons et encourageons les entreprises à mettre en place les politiques et procédures nécessaires pour éviter ces impacts graves. Nous et d'autres investisseurs bénéficierons des informations/actions demandées, car elles nous permettront de mieux évaluer la performance ESG de l'entreprise et de prendre des décisions d'investissement adaptées.

### **PROPOSITIONS LIÉES À LA RÉMUNÉRATION**

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Apple Inc.	USA	10-Mar-23	8	Report on Median Gender/Racial Pay Gap	33.8%
The Goldman Sachs Group, Inc.	USA	26-Apr-23	12	Report on Median Gender/Racial Pay Gap	30.1%
Intuitive Surgical, Inc.	USA	27-Apr-23	5	Report on Gender/Racial Pay Gap	34.8%
Kellogg Company	USA	28-Apr-23	6	Report on Median Gender/Racial Pay Gap	23.8%
United Parcel Service, Inc.	USA	04-May-23	7	Report on Integrating GHG Emissions Reductions Targets into Executive Compensation	17.7%
Cummins Inc.	USA	09-May-23	18	Disclose Plan to Link Executive Compensation to GHG Emissions Reduction Goals	15.1%
Centene Corporation	USA	10-May-23	6	Report on Maternal Morbidity Reduction Metrics in Executive Compensation	12.4%
Marriott International, Inc.	USA	12-May-23	7	Report on Gender/Racial Pay Gap	N/A
DexCom, Inc.	USA	18-May-23	5	Report on Median Gender/Racial Pay Gap	35.9%
The Charles Schwab Corporation	USA	18-May-23	5	Report on Gender/Racial Pay Gap	24.4%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	13	Report on Median and Adjusted Gender/Racial Pay Gaps	29.0%
Meta Platforms, Inc.	USA	31-May-23	12	Report on Executive Pay Calibration to Externalized Costs	7.2%
The Kroger Co.	USA	22-Jun-23	8	Report on Gender/Racial Pay Gap	51.9%
NIKE, Inc.	USA	12-Sep-23	5	Report on Median Gender/Racial Pay Gap	29.6%
Oracle Corporation	USA	15-Nov-23	6	Report on Median and Adjusted Gender/Racial Pay Gaps	31.4%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	17	Consider Pay Disparity Between Executives and Other Employees	6.5%
Walmart Inc.	USA	31-May-23	5	Consider Pay Disparity Between CEO and Other Employees	4.3%

**Rationnel BNPP AM :**

BNPP AM prend très au sérieux ses responsabilités morales et juridiques en matière d'égalité salariale et dialogue régulièrement avec les entreprises pour veiller à ce que les résolutions relatives à la rémunération soient équitables et non sexistes. BNPP AM utilise également ses droits de vote pour promouvoir l'égalité salariale.

**1.2 RESOLUTIONS AUXQUELLES BNPP AM A VOTE CONTRE**

Nous avons voté contre quatre résolutions environnementales et une sociale

***Propositions Environnementale***

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Starbucks Corporation	USA	23-Mar-23	5	Report on Plant-Based Milk Pricing	5.3%
FedEx Corporation	USA	21-Sep-23	8	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	7.5%
Campbell Soup Company	USA	29-Nov-23	6	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	7.9%
Microsoft Corporation	USA	07-Dec-23	9	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	8.9%

***Proposition Sociale***

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Yara International ASA	Norway	12-Jun-23	13	Initiate Special Investigation to Determine if Violations of the Working Environment Act Took Place at Company's Contractor	6.1%

**Rationnel BNPP AM :**

**Starbucks :** Nous avons voté contre la proposition chez Starbucks parce que nous pensons que l'entreprise fournit déjà suffisamment de renseignements pour résoudre le problème.

**FedEx, Campbell Soup, Microsoft :** Nous avons voté contre les propositions visant à produire un rapport sur le risque climatique dans les options de régimes de retraite parce que nous ne croyons pas qu'il soit approprié de demander au conseil d'administration d'une entreprise de chercher à influencer les décisions des fiduciaires indépendants qui sont chargés de protéger la valeur des investissements des participants au régime.

**Yara International :** Nous avons voté contre parce que, sur la base des informations disponibles, il n'est pas possible de mesurer la véracité et l'étendue de l'allégation soulevée par l'actionnaire. Par conséquent, l'entreprise semble avoir répondu de manière appropriée et suffisante à la question soulevée dans la proposition.

**1.3 PROPOSITIONS SUR LESQUELLES NOUS NOUS SOMMES ABSTENUS**

Nous nous sommes abstenus à 8 résolutions environnementales et 2 résolution sociale.

***Propositions Environnementale***

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Royal Bank of Canada	Canada	05-Apr-23	E	Adopt a Policy for a Time-Bound Phaseout of the Bank's Lending and Underwriting for Projects and Companies Engaging in Fossil Fuel Exploration	6.8%
Equinor ASA	Norway	10-May-23	8	Ban Use of Fiberglass Rotor Blades in All New Wind Farms, Commit to Buy into Existing Hydropower Projects, and Conduct Research on Other Energy Sources Such as Thorium	0.2%

Equinor ASA	Norway	10-May-23	10	Stop All Exploration and Drilling by 2025 and Provide Financial and Technical Assistance For Repair and Development of Ukraine's Energy Infrastructure	0.3%
Equinor ASA	Norway	10-May-23	12	End All Plans for Activities in Barents Sea, Adjust Up Investment in Renewables/Low Carbon Solution to 50 Percent by 2025, Implement CCS for Melkoya, and Invest in Rebuilding of Ukraine	0.4%
Equinor ASA	Norway	10-May-23	13	Stop All Exploration and Test Drilling for Oil & Gas, Become a Leading Producer of Renewable Energy, Stop Plans for Electrification of Melkoya, and Present a Plan Enabling Norway to Become Net-Zero By 2050	0.4%
Equinor ASA	Norway	10-May-23	14	Include Global Warming in Company's Further Strategy, Stop All Exploration For More Oil & Gas, Phase Out All Production and Sale of Oil & Gas, Multiply Investment in Renewable Energy and CCS, and Become Climate-Friendly Company	0.4%
Sun Life Financial Inc.	Canada	11-May-23	A	Produce a Report Documenting the Health Impacts and Potential Insurance Implications of its Investments in Fossil Fuels on its Current and Future Client Base	13.8%
Amazon.com, Inc.	USA	24-May-23	6	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	6.7%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	7	Report on Carbon Capture and Storage	5.2%
Exxon Mobil Corporation	USA	31-May-23	14	Report on Potential Costs of Environmental Litigation	9.1%
Comcast Corporation	USA	07-Jun-23	8	Report on Climate Risk in Retirement Plan Options	6.2%
Westpac Banking Corp.	Australia	14-Dec-23	6b	Approve Transition Plan Assessments	N/A

### Proposition Sociale

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	% of votes For
Ford Motor Company	USA	11-May-23	7	Report on Reliance on Child Labor in Supply Chain	6.3%
Walmart Inc.	USA	31-May-23	8	Report on Racial and Gender Layoff Diversity	1.5%

### Rationnel BNPP AM :

**Banque Royale du Canada :** Bien que nous soutenions l'intention sous-jacente d'accélérer les actions de la Banque en matière de climat, nous avons trouvé que la proposition était trop normative, car elle exigerait implicitement une cessation progressive des activités de la plupart, sinon de la totalité, des producteurs de combustibles fossiles, car toutes ces entreprises continuent de s'engager dans l'exploration et la production. La proposition ne fait pas non plus de distinction entre les combustibles fossiles.

**Equinor ASA :** Nous nous sommes abstenus sur les quatre propositions d'actionnaires que nous avons jugées trop normatives.

**Financière Sun Life :** Bien que nous appuyions l'objectif global de la proposition, nous sommes d'accord avec la direction pour dire que « la proposition ne fait référence à aucun cadre existant pour l'information demandée et ne cherche pas non plus à obtenir des renseignements que les investisseurs pourraient facilement comparer à des renseignements équivalents provenant d'autres organisations. La proposition demande plutôt à la Sun Life de spéculer et de faire rapport sur une question complexe, sur mesure et peut-être sans réponse, c'est-à-dire si et comment les émissions futures spécifiques des sociétés dans lesquelles la Sun Life investit entraîneront des répercussions précises sur la santé des clients qui entraîneront des réclamations d'assurance maintenant et à l'avenir. L'analyse demandée serait très difficile à réaliser et il n'est pas clair comment elle aboutirait à une action climatique plus ambitieuse de la part de l'assureur.

**Amazon.com, Comcast Corporation :** Nous ne croyons pas qu'il soit approprié de demander au conseil d'administration d'une société de chercher à influencer les décisions des fiduciaires indépendants qui sont chargés de protéger la valeur des placements des participants au régime. La proposition présente un conflit d'intérêts évident.

### Exxon Mobil Corporation :

- **Captage et stockage du carbone** : Nous avons estimé que la demande de la proposition était raisonnable, mais le promoteur est un négationniste du climat bien connu et un militant anti-durabilité. Nous nous sommes abstenus car nous estimions qu'un vote en faveur de la proposition donnerait le pouvoir à un activiste cherchant à convaincre Exxon d'ignorer le changement climatique de négocier avec l'entreprise.
- **Coûts des litiges environnementaux** : Nous sommes d'accord pour dire qu'Exxon sous-estime peut-être sa responsabilité potentielle, mais nous ne voyons pas comment cette proposition pourrait être mise en œuvre de manière adéquate étant donné l'extrême difficulté de prédire l'issue de ces poursuites. Le dépôt d'une plainte auprès de la SEC pourrait être une voie plus efficace qu'une proposition d'actionnaire.

**Westpac Banking** : Nous avons voté en faveur de l'abstention compte tenu de la divulgation demandée dans le plan d'action climatique récemment publié, ainsi que de la réponse du conseil d'administration à la proposition.

**Ford Motor Company** : La proposition semblait être conçue pour remettre en question l'engagement de Ford envers les véhicules électriques, plutôt que pour lutter contre le travail des enfants. La proposition renvoie à un site Web géré par un négationniste du climat de longue date et partisan d'informations trompeuses.

**Walmart Inc.** : Il s'agissait d'une proposition anti-ESG, conçue pour remettre en question les efforts de l'entreprise en matière de DEI, et l'entreprise semble avoir des politiques et des pratiques appropriées pour donner au conseil d'administration une visibilité sur les statistiques de la main-d'œuvre de l'entreprise.

## 2. PROPOSITIONS SOUMISES PAR LES ENTREPRISES: RESOLUTIONS SAY-ON-CLIMATE

Les « Say-on-Climate » sont des résolutions inscrites à l'ordre du jour des assemblées générales des entreprises, soumises à leur initiative. Leur objectif est d'offrir aux actionnaires la possibilité de se prononcer sur la stratégie climatique de l'entreprise et d'assurer un dialogue continu sur les questions environnementales et climatiques.

BNPP AM a développé des critères d'évaluation<sup>13</sup> pour guider ses décisions de vote sur les « Say-on-Climate » dans le cadre de sa [politique de gouvernance et de vote](#). Alors qu'il avait presque doublé sur la période 2021-2022, le nombre de résolutions climatiques de sociétés a plongé en 2023. Sur l'année, nous avons voté 22 résolutions de ce type au sein de notre périmètre de vote, contre 40 l'année précédente, ce qui reflète une tendance baissière mondiale. Comme souligné dans notre [article de recherche](#), « *Votes consultatifs sur le climat : en perte de vitesse – ou prêt à rebondir ?* »<sup>14</sup>, cette baisse peut être due à de nombreux facteurs, notamment la fréquence irrégulière de telles votes (une majorité d'entreprises proposant encore des votes ponctuels) sous-tendue par une absence générale de standard commun et de réglementation sur cette pratique.

Dans le même temps, BNPP AM a vu son taux d'opposition diminuer légèrement, passant de 79 % en 2022 à 55 % en 2023. En plus de rester largement concentrés en Europe (82%), la moitié de ces votes concernaient un noyau d'entreprises qui avaient déjà déposé un Say-on-Climate au cours des années précédentes. Nous avons ainsi porté une attention particulière à la manière dont nous avons voté, avec l'objectif de maintenir une approche critique et de continuer à faire pression pour des plans plus ambitieux, ce qui s'est traduit par un taux d'opposition de 64 % sur ces sociétés. Dans l'ensemble, les plans climatiques que nous avons votés en 2023 semblaient meilleurs que l'année précédente, bien que des améliorations clés

<sup>13</sup> Nous évaluons chaque proposition de manière qualitative afin de déterminer son niveau d'ambition, l'alignement de la stratégie climatique sur l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ou plus tôt, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius, la trajectoire climatique actuelle de l'entreprise et sa performance par rapport à des pairs comparables.

<sup>14</sup> Septembre 2023, ViewPoint ([Page d'accueil | Point de vue \(bnpparibas-am.com\)](#)).

soient encore attendues. Notre taux d'abstention a généralement augmenté en raison de la transition des entreprises vers des plans plus complets, mais pas encore réalisés. À titre d'exemple, nous nous sommes abstenus dans certains cas où, malgré des caractéristiques positives, les entreprises n'alignaient pas leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur un scénario de 1,5 °C.

Le niveau de soutien obtenu par les entreprises lors de leur assemblée générale annuelle a varié d'un peu plus de 53% chez Credit Suisse Group AG à 99% chez EDP-Energias de Portugal SA.

## 2.1 ZOOM SUR LES VOTES POUR

Nous avons voté en faveur de **10 résolutions Say-on-Climat en 2023**, en tenant compte des caractéristiques-clés suivantes :

- La divulgation des émissions de GES pertinentes liées aux activités (scopes 1, 2 et 3, le cas échéant) en termes absolus ;
- L'ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius ;
- Des cibles courtes et moyennes pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard et qui traitent, par ordre de priorité, des champs d'émissions les plus pertinents de l'entreprise ;
- Un reporting en ligne avec les recommandations de la Task-Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) ;
- Une meilleure performance relative et trajectoire climatique que les pairs comparables.

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	Dissent level
EDP-Energias de Portugal SA	Portugal	12-Apr-23	1.3	Approve 2030 Climate Change Commitment	0.27%
Icade SA	France	21-Apr-23	16	Approve Company's Climate and Biodiversity Transition Plan	1.7%
Canadian National Railway Company	Canada	25-Apr-23	4	Management Advisory Vote on Climate Change	3.5%
Aviva Plc	United Kingdom	04-May-23	3	Approve Climate-Related Financial Disclosure	2.9%
Schneider Electric SE	France	04-May-23	17	Approve Company's Climate Transition Plan	2.3%
Legal & General Group Plc	United Kingdom	18-May-23	3	Approve Climate Transition Plan	2.3%
TotalEnergies SE	France	26-May-23	14	Approve the Company's Sustainable Development and Energy Transition Plan	11.2%
Acciona SA	Spain	19-Jun-23	5	Approve 2022 Sustainability Report and 2025 Sustainability Plan	0.4%
Orica Ltd.	Australia	13-Dec-23	5	Approve Advisory Vote on Climate Action Report	7.9%
Westpac Banking Corp.	Australia	14-Dec-23	5	Approve Westpac Climate Change Position Statement and Action Plan	7.7%

### Exemples de Rationnels de BNPP AM :

**Icade SA (Immobilier) :** Le plan climatique de l'entreprise est aligné sur les attentes de notre politique de vote et se démarque des pairs du secteur. À titre d'exemple, l'entreprise a adopté des objectifs de réduction des émissions de GES qui sont certifiés par SBTi dans le cadre d'un scénario de 1,5 degré Celsius pour 2030 et 2050 sur tous les scopes, y compris le scope 2, alors que les principaux pairs n'ont fixé de tels objectifs que d'ici 2030 ou n'alignent pas encore leurs objectifs 2050 sur une trajectoire de 1,5 degré Celsius.

**Schneider Electric SE (Utilities) :** Le plan climatique de l'entreprise présente toutes les caractéristiques attendues dans le cadre de notre politique de vote. L'entreprise a adopté une ambition 'Net Zero' d'ici 2050, qui couvre l'ensemble de ses activités et s'aligne sur un scénario de 1,5 degré Celsius, elle divulgue ses émissions de GES sur tous les périmètres et s'est fixé des objectifs absolus de réduction de ses émissions de GES d'ici 2030 et 2050 sur tous les périmètres, certifiés par SBTi dans un scénario de 1,5 degré Celsius.

**TotalEnergies SE (Energie)** : L'entreprise s'est dotée d'une ambition de neutralité carbone d'ici 2050 couvrant notamment ses émissions de scope 3, divulgue ses émissions de GES sur l'ensemble des scopes, ainsi que ses objectifs intermédiaires de réduction des émissions de GES en termes absolus. L'ambition de son plan d'action climatique a bien été renforcé depuis le vote de 2023 avec l'adoption d'un objectif de réduction sur le scope 3 lié aux produits pétroliers d'ici 2030, ainsi qu'un objectif mondial de réduction du scope 3 d'ici 2025. La trajectoire climatique en termes d'intensité carbone des produits vendus s'est également améliorée. La société reste ainsi en avance sur ses pairs du secteur bien qu'il reste du chemin à parcourir pour atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2050, notamment en adoptant des objectifs de réduction du scope 3 plus ambitieux.

## 2.2 ZOOM SUR LES VOTES ABSTENTION

Nous nous sommes abstenus sur les résolutions climatiques de **7 entreprises**.

Les résolutions Say-on-Climat auxquelles nous avons décidé de nous abstenir ont généralement présenté des caractéristiques positives clés telles qu'énoncées ci-dessus (voir la section « Zoom sur les votes Pour ») tout en restant incomplètes à cet égard. S'abstenir sur de telles résolutions est un moyen pour BNPP AM de reconnaître que le plan climatique de l'entreprise va dans la bonne direction tout en pointant du doigt les éléments-clés qui lui manquent pour être pleinement crédible. Ce choix a également été guidé par la prise en compte des performances et trajectoires climatiques des entreprises par rapport à leurs pairs comparables et par d'autres facteurs jugés importants pour l'entreprise (p. ex., le développement des capacités d'énergie renouvelable dans le secteur Utilities) ou annonces publiques concernant les améliorations à venir du plan climatique, y compris l'adoption de cibles de réduction des émissions de GES.

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	Dissent level
Aena S.M.E. SA	Spain	20-Apr-23	11	Advisory Vote on Company's 2022 Updated Report on Climate Action Plan	4.5%
Covivio SA	France	20-Apr-23	22	Approve Company's Climate Transition Plan (Advisory)	5.8%
Holcim Ltd.	Switzerland	04-May-23	8	Approve Climate Report	1.3%
Klépierre SA	France	11-May-23	30	Approve Company's Climate Transition Plan (Advisory)	4.8%
Amundi SA	France	12-May-23	20	Approve Report on Progress of Company's Climate Transition Plan (Advisory)	1.7%
Shell Plc	United Kingdom	23-May-23	25	Approve the Shell Energy Transition Progress	20.0%
SSE Plc	United Kingdom	20-Jul-23	17	Approve Net Zero Transition Report	2.4%

### Exemples de Rationnels de BNPP AM :

**Covivio SA (Real Estate)** : Nous n'avons pas voté pour, étant donné que l'entreprise ne s'est pas engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 sur tous les scopes et que sa trajectoire de scope 3 était alignée sur un scénario « Bien en-deca de 2°C » d'ici 2030 et silencieuse au-delà. Cependant, nous ne nous sommes pas opposés compte tenu des caractéristiques par ailleurs positives du plan, plaçant l'entreprise devant la plupart de ses pairs du secteur. Par exemple, ses objectifs de réduction des émissions de GES de scope 1 et 2 d'ici 2030 sont certifiés par SBTi dans un scénario de 1,5 degré Celsius.

**Shell Plc (Énergie)** : Nous n'avons pas voté pour, étant donné que l'entreprise ne s'est toujours pas fixé d'objectif de réduction des émissions de GES de scope 3 en termes absolus. En effet, l'entreprise s'est fixé un objectif d'intensité carbone nette d'ici 2030 intégrant tous les scopes mais n'isole pas le scope 3 et ne vise pas une réduction absolue. Cependant, nous ne nous sommes pas opposés compte tenu de la trajectoire climatique de l'entreprise, qui la place devant la plupart de ses pairs européens.

## 2.3 ZOOM SUR LES VOTES CONTRE

Nous avons voté contre les résolutions climatiques de **5 entreprises**.

En 2023, nos votes contre concernaient des plans climat manquant de fonctionnalités essentielles, telles qu'elles sont énumérées dans notre politique de vote. À titre d'exemple, ces plans ne reposaient pas sur un engagement de l'entreprise à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ou plus tôt, ou lorsqu'elle l'a fait, cette ambition ne couvrait pas toutes les émissions de GES générées directement ou indirectement par ses activités. Dans certains cas, les plans climatiques ne comportaient pas d'objectifs intermédiaires de réduction, exprimés en termes absolus, couvrant toutes les émissions et différents horizons temporels.

Comme l'année dernière, nous avons été particulièrement attentifs aux plans climat qui ne divulguent pas et/ou n'atteignent pas d'objectifs de réduction des émissions de GES de scope 3 dans les entreprises opérant dans des secteurs à risque pour le climat et/ou dont le scope 3 représente la source la plus importante d'émissions de GES.

Company Name	Country	Meeting Date	Proposal Number	Proposal Text	Dissent level
Credit Suisse Group AG	Switzerland	04-Apr-23	6	Approve Climate Strategy Report	15.3%
Ferrovial SA	Spain	12-Apr-23	12	Reporting on Climate Transition Plan	7.5%
Vallourec SA	France	25-May-23	11	Approve Company's Climate Transition Plan	5.8%
Carrefour SA	France	26-May-23	24	Approve Opinion on Quantification of the Company's Various Scope 3 Action Levers	6.7%
Canadian Pacific Kansas City Limited	Canada	15-Jun-23	3	Management Advisory Vote on Climate Change	16.3%

### **Exemples de Rationnels de BNPP AM :**

**Canadian Pacific Kansas City Limited (Industries) :** Conformément à nos votes des années précédentes, nous avons sanctionné l'absence d'amélioration apportée par l'entreprise à sa stratégie climatique. En particulier, l'ambition 'Net Zero' de l'entreprise ne couvre pas toutes ses activités et ne fait pas référence à un scénario de 1,5 degré Celsius, les objectifs de réduction à l'horizon 2030 sont regroupés et ne sont donc pas disponibles sur chaque scope, en plus de n'être exprimés qu'en intensité.

## DISCLAIMER

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Europe est une société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP96002, constituée sous forme de société par actions simplifiée, ayant son siège social au 1, boulevard Haussmann 75009 Paris, France, RCS Paris 319 378 832, et son site web : [www.bnpparibas-am.com](http://www.bnpparibas-am.com).

Le présent document a été rédigé et est publié par la société de gestion de portefeuille. Il contient des opinions et des données statistiques considérées légitimes et correctes le jour de leur publication conformément à l'environnement économique et financier en place à cette date. Le présent document ne constitue ni un conseil d'investissement, ni une invitation, ni une offre de souscription, ni une sollicitation d'achat de quelconque instrument financier et ne doit en aucun cas servir de base, en tout ou en partie, pour quelconque contrat ou engagement que ce soit.

Ces informations sont communiquées sans connaissance de la situation spécifique de l'investisseur. Avant toute souscription, les investisseurs devraient vérifier dans quels pays le ou les instruments financiers visés dans le présent document sont enregistrés et autorisés à la vente au public. En particulier, les instruments financiers ne peuvent être offerts ou vendus publiquement aux États-Unis. Il est conseillé aux investisseurs qui envisagent de souscrire de lire attentivement la version la plus récente du prospectus et du document d'information clé (DIC) approuvés par l'autorité compétente, disponible dans la langue du pays dans lequel l'organisme de placement collectif/instrument financier est autorisé à la distribution et/ou en anglais le cas échéant, sur le site suivant, rubrique «nos fonds»: [www.bnpparibas-am.com](http://www.bnpparibas-am.com).

Les investisseurs sont également invités à consulter les rapports financiers les plus récents, également disponibles sur le site web. Il est recommandé aux investisseurs de consulter leurs propres conseillers juridiques et fiscaux avant d'investir dans les instruments financiers. Compte tenu des risques économiques et de marché, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation par les instruments financiers de leurs objectifs d'investissement. Leur valeur est susceptible par nature de varier à la hausse comme à la baisse. En particulier, la valeur d'un investissement peut varier en fonction des fluctuations des taux de change. Les chiffres de performance sont communiqués après déduction des commissions de gestion et sont calculés sur la base de rendements globaux. Ils s'entendent facteur temporel, dividendes nets et intérêts réinvestis compris, mais n'incluent ni les taxes ou frais de souscription ou de rachat, ni les commissions ou taxes de change. Les performances passées ne constituent en rien une garantie pour les performances à venir. Vous pouvez obtenir, en cliquant ici : [www.bnpparibas-am.fr/investisseur-professionnel/synthese-des-droits-des-investisseurs](http://www.bnpparibas-am.fr/investisseur-professionnel/synthese-des-droits-des-investisseurs) /un résumé des droits des investisseurs en français. BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Europe peut décider de cesser la commercialisation des organismes de placement collectif/instruments financiers, dans les hypothèses visées par la réglementation applicable.

« L'investisseur durable d'un monde qui change » reflète l'objectif de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Europe d'inscrire le développement durable dans le cadre de ses activités, sans pour autant que tous les produits gérés par BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT Europe ne relèvent de l'article 8, ayant une proportion minimale d'investissements durables, ou de l'article 9 du Règlement Européen 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR). Vous trouverez plus d'information sous le lien [www.bnpparibas-am.com/en/sustainability](http://www.bnpparibas-am.com/en/sustainability)